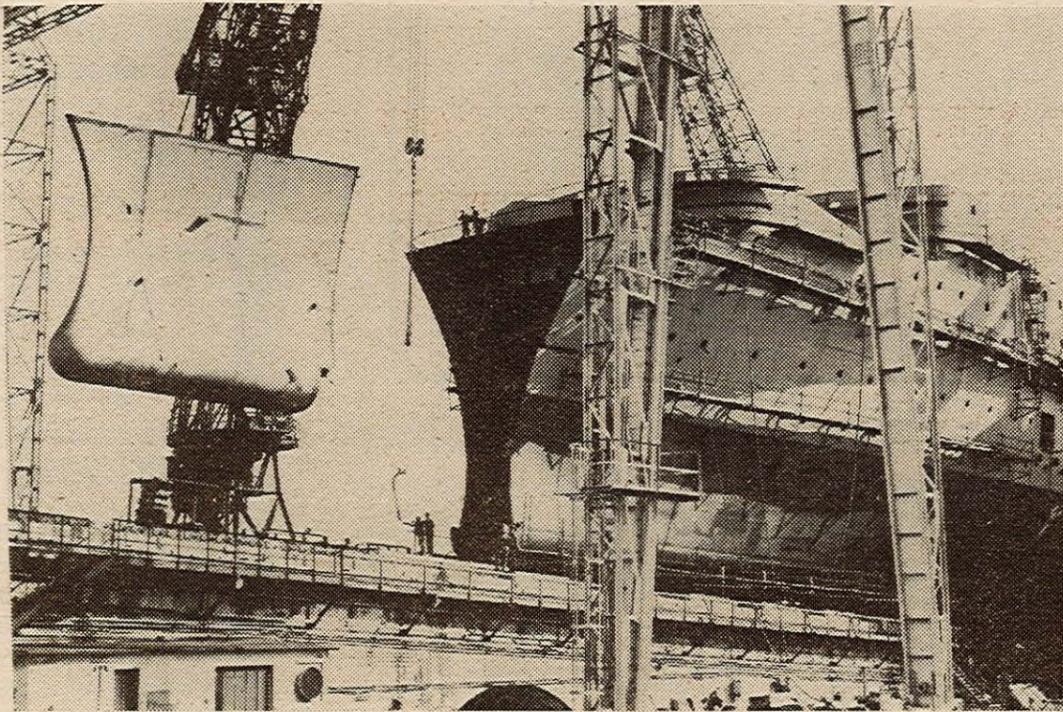


LOIRE ATLANTIQUE **Les** **nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 293 - 3 novembre 1983 - Prix 1 F.

La construction navale a de l'avenir

Une réunion importante a eu lieu le 25 octobre, au ministère de la Mer. La construction navale connaît une situation difficile et, après avoir reçu les patrons, le ministre recevait les syndicats. René Magré, responsable C.G.T., y participait et nous lui avons posé quelques questions.



Q. : Les mesures annoncées par le ministre, que peut-on en dire ?

R. : Elles sont essentiellement de deux ordres : financières et sociales, et naturellement même si rien n'est à rejeter sans examen sérieux, on peut dire qu'elles ne règlent rien sur le fond.

Q. : Que manque-t-il donc ?

R. : Rien ne sera résolu sans la mise en œuvre d'un véritable programme industriel. Un plan social seul ne peut en aucun cas régler les problèmes. Au contraire. C'est le cas des préretraites qui, nécessaires et attendues, ne règlent rien car on ne s'attaque pas à la crise, et la chute des effectifs atteint aujourd'hui un seuil à ne pas dépasser sans porter atteinte à la vie même des chantiers, à leur capacité à prendre et réaliser les commandes.

Q. : Qu'a proposé le ministre ?

R. : Quatre points : une rallonge budgétaire ; l'accès aux constructions militaires ; la demande aux deux groupes

qui contrôlent la navale (C.G.E. et Schneider) d'établir un plan de modernisation et leur perspective industrielle ; enfin, le feu vert est donné pour les préretraites à 55 ans. Mais tout est renvoyé au niveau des entreprises où devraient s'ouvrir des discussions avec les syndicats.

Q. : Et les commandes ?

R. : Rien de précis, et c'est vrai, le ministre a raison de dire que c'est aux patrons d'en prendre. C'est leur rôle, leur travail. Il y a actuellement plusieurs projets en discussion et il faut tout faire pour qu'ils aboutissent aussi bien à Nantes qu'à Saint-Nazaire. Je veux également souligner que c'est au moment où les commandes mondiales sont en augmentation de trois millions de tonnes (et c'est la première fois depuis deux ans) qu'en France on dramatise la situation.

Les grands groupes industriels qui contrôlent la navale veulent-ils vraiment prendre des commandes, la question est posée.

Q. : Oui mais il y a les prix, sommes-nous trop cher ?

R. : Pour les prix, il faut la clarté et ne pas prendre le problème par le petit bout de la lorgnette comme l'a fait le maire de Saint-Nazaire.

Les groupes peuvent fort bien les gonfler pour arracher des aides maximum où pour tenter de justifier la perte d'un secteur dont ils ne veulent plus.

Quand on parle prix, il faut tout mettre sur la table : les aides, l'élaboration des prix

des navires. Et il faut tenir compte du chômage, du déficit des transports maritimes (six milliards en 1981, dix milliards en 1982) ainsi que des énormes profits des groupes industriels, plus 21 % en moyenne annuelle depuis 1978 pour l'Alstom-Atlantique.

Q. : Comment vois-tu l'avenir ?

R. : Je pense que le secteur maritime ne peut que connaître un grand développement. Cet avenir, il faut donc le préparer, et cela dès aujourd'hui. La vraie question est donc : **veux-t-on vraiment une construction navale pour la France, ou ce secteur, par une politique à courte vue, sera-t-il demain un point supplémentaire d'aggravation de notre déficit extérieur et d'aggravation du chômage ?**

Nous répondons : nous voulons une construction navale forte, capable de construire tous les types d'activités maritimes. Pour cela, il faut s'appuyer dès maintenant sur nos besoins intérieurs qui sont grands et qui, non satisfaits, coûtent très cher.

La C.G.T. navale les a chiffrés à 3,6 millions de tonnes alors que la capacité annuelle des chantiers est de 0,6.

Pour leur part, les marins affirment qu'il faudrait tout de suite soixante-quinze navires. Il faut donc sans attendre élaborer ce plan industriel qui fait tant défaut. La droite l'a toujours refusée et elle nous a plongé dans la situation que nous connaissons. A la gauche de le mettre en œuvre et de le faire appliquer. Mais il faudra lutter : c'est déjà parti et ce n'est pas fini.

LE 27 NOVEMBRE POUR LA RÉNOVATION DE L'ÉCOLE

Mardi 25 octobre, le SNES avait invité les partis de la majorité et plusieurs organisations syndicales ainsi que la FCPE à un débat sur l'investissement éducatif.

Loïc LE GAC, membre du Bureau fédéral, représentait notre Parti. Nous publions ci-dessous des extraits de son intervention.

CHANGER L'ÉCOLE

« Permettez-moi de vous dire d'emblée combien nous partageons votre souci de faire de l'investissement éducatif une priorité véritable.

Notre système éducatif a en effet bien besoin de changement. L'école est en crise. Echec scolaire massif, ségrégation sociale, inadéquation des contenus et des méthodes, phénomène de régression des savoirs, désarroi des jeunes, des enseignants et des parents : telles sont les manifestations de cette crise.

L'heure a sonné de mettre en œuvre une grande ambition pour l'école. Ce rendez-vous de l'histoire, la gauche ne peut le manquer. Il y va de la réussite même du changement.

Nous pensons que depuis deux ans, déjà beaucoup de choses ont été faites en ce sens : modifications de mesures négatives prises par les gouvernements précédents, définition d'orientations nouvelles dans la lutte contre l'échec scolaire, titularisation en cours des auxiliaires, augmentation importante des moyens en 1981, plan Rigout pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, etc. En même temps un travail de réflexion a été engagé sur l'école élémentaire, le collège et le lycée.

Ce sont des acquis que nous ne saurions sous-estimer.

INVESTIR DANS L'ÉCOLE

Il reste, c'est évident, que d'importants problèmes demeurent. Et d'abord celui des moyens. Certes, nous savons que l'héritage laissé par la droite ne peut être surmonté en deux ou trois ans. Mais après les efforts importants de 1981, les budgets qui ont suivi ont connu une progression insuffisante. Et il est regrettable que les propositions des députés communistes n'aient pas été retenues.

D'une manière générale, je veux dire à quelques jours du débat budgétaire, qu'il nous paraît indispensable qu'il y ait un effort suffisant au départ, non seulement pour faire face aux besoins immédiats, mais pour créer les conditions d'une rupture avec la logique de la politique scolaire giscardienne.

Il faut s'engager plus avant

dans la mutation de notre système éducatif et pour cela investir davantage dans l'école.

L'ÉCOLE DE LA NOUVELLE CROISSANCE

A maintes reprises, le Président de la République a souligné à quel point le retard pris depuis 20 ou 30 ans dans la formation des jeunes et des travailleurs pèse lourdement sur toute la société. C'est une idée qui nous est familière. Donner à chaque jeune une formation de qualité et un vrai métier, adaptés aux conditions de notre époque, les préparer à exercer des responsabilités nouvelles dans le travail et dans la société, les former aux technologies nouvelles sont autant de questions décisives qui conditionnent pour une large part la réussite du redressement de notre pays.

Ainsi on parle aujourd'hui de reconquête de notre marché intérieur. C'est l'un des objectifs que s'est assigné le gouvernement. Or, en l'état actuel des choses, la France ne forme pas suffisamment les travailleurs qualifiés dont elle a besoin. C'est à l'évidence une question-clé de la nouvelle croissance.

Cela exige la mise en œuvre d'un grand effort national, cohérent et conquérant, pour une vraie qualification des travailleurs au plus haut niveau des connaissances scientifiques et techniques. Cela suppose la refonte de notre enseignement général pour y assurer toute leur place aux sciences et aux techniques, la revalorisation de l'enseignement technique et professionnel, la transmission organisée du savoir-faire des travailleurs, la liaison réciproque entre l'école et la production, la poursuite de l'effort entrepris de formation des jeunes exclus du système scolaire, l'essor de la formation permanente.

LA LAÏCITE EN 1983

Et, précisons-le, cela ne doit pas conduire à une formation étroitement productiviste de la jeunesse. La formation du producteur doit aller de pair avec l'éducation du citoyen et l'épanouissement de chaque personnalité. Nous voulons une école ou-

(suite page 3)

**CONSEIL
MUNICIPAL
DE ST-NAZAIRE**

(Voir page 4)

**REUNION
DES ENSEIGNANTS COMMUNISTES
MERCREDI 9 NOVEMBRE A 18 HEURES
à la Fédération, 41, rue des Olivettes - NANTES**

Cinéma
"les Club"

76, AVENUE
DE LA REPUBLIQUE
SAINT-NAZAIRE
TEL. 22-53-41

Tous les jours
matinées et soirées
Tarif réduit
jeudi et lundi
pour tous

PAPY FAIT
DE LA
RÉSISTANCE

Tous les jours, 13 h 50,
16 h 20, 19 h 50,
22 h 20

LE
NOUVEL
AMOUR
DE
COCCINELLE

Tous les jours, 14 h,
16 h 25, 20 h, 22 h 25

ZELIG

Tous les jours, 14 h 10,
16 h 20, 20 h 10,
22 h 20

OCTO-
PUSSY

Tous les jours, 13 h 45,
16 h 20, 19 h 45,
22 h 20

Les
KORRIGANS

8, avenue de la
République
ST-NAZAIRE
Tél. 22.44.79

Le
marginal

Le retour
de Jedi

PAPY FAIT
DE LA
RÉSISTANCE

LES
BRANCHÉS A
ST-TROPEZ

RUE CASES-
NÈGRES

GAUMONT — KATORZA

CÉRITO ET LES FILMS ARIANE PRÉSENTENT

BELMONDO

LE MARGINAL

UN FILM DE
JACQUES DERAY

GAUMONT/CÉRITO RENÉ CHATEAU

A l'affiche
à Nantes

APOLLO

- 1 - 13 h 45, 15 h 55, 18 h 05, 20 h 15, 22 h 25 + s. 0 h 35 : LE NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE.
- 2 - 14 h 15, 16 h 50, 19 h 25, 22 h, + s. 0 h 35 : OCTOPUSSY.
- 3 - 14 h, 16 h 05, 18 h 10, 20 h 15, 22 h 20 + sam. 0 h 25 : STAYING ALIVE.
- 4 - 13 h 50, 15 h 55, 18 h 20, 20 h 05, 22 h 10, + samedi 0 h 15 : LE BOURREAU DES CŒURS.
- 5 - 13 h 45, 15 h 50, 17 h 55, 20 h, 22 h 05, + samedi 0 h 10 : LES MOTS POUR LE DIRE.

COLISEE

- 1 - 13 h 45, 16 h 05, 19 h 45, 22 h 10 : LE BOURREAU DES CŒURS.
- 2 - (mêmes horaires) : OCTOPUSSY.
- 3 - 14 h, 16 h, 20 h, 22 h : FLASH-DANCE (dolby-stéréo).

CONCORDE (1^{er} film : 19 h 45, dim. 14 h ; 2^e film : 21 h 45, dim. 16 h)

- 1 - L'AMIE, plus LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD.
- 2 - LES AVENTURES DE PANDA, plus LE PROCES.
- 3 - LES 400 COUPS, plus FANFAN LA TULIPE.
- 4 - CARMEN (v.o.), plus LE GENERAL DE LA GUERRE MORTE.

GAUMONT

- 1 - 14 h 10, 16 h 30, 19 h 50, 22 h 10 : LE MARGINAL.
- 2 - 14 h, 16 h 30, 19 h 40, 22 h 10 : PAPY FAIT DE LA RESISTANCE.
- 3 - 13 h 45, 16 h 30, 19 h 25, 22 h 10 : LE RETOUR DE JEDI.
- 4 - 14 h 10, 16 h 30, 19 h 50, 22 h 10 : LE MARGINAL.
- 5 - 13 h 45, 16 h 30, 19 h 25 (VF), 22 h 10 (VO) : LA BALLADE NARAYAMA.
- 6 - 14 h, 16 h 30, 19 h 40, 22 h 10 : ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE.

KATORZA (14 h, 16 h, 20 h, 22 h)

- 1 - LE MARGINAL.
 - 2 - PAPY FAIT DE LA RESISTANCE.
 - 3 - LES PRINCES.
 - 4 - ZELIG.
 - 5 - RUE CASES NEGRES.
 - 6 - JONATHAN LIVINGSTON LE GOELAND.
- Mercredi 10 h : LES AVENTURES DE TITI.

RACINE (14 h 15, 19 h 45, 21 h 45, + dimanche 16 h 15)

- 1 - LA BOUM EN FOLIE.
- 2 - NEW-YORK 1997.

OLYMPIA (13 h 45, 16 h 10, 19 h 45, 22 h 15)

- LE RETOUR DE JEDI (dolby-stéréo).

ARIEL

- Panorama : BENHUR (dolby-stéréo, 70 mm).
- 2 - CLASS.

HORAIRE LES
KORRIGANS

Salle 1 : j.v.l.m., 14 h 15, 20 h 05, 22 h 20 ; s.d., 13 h 45, 16 h 10, 18 h 25, 20 h 15, 22 h 30.

Salle 2 : j.v.l.m., 14 h 15, 19 h 50, 22 h 30 ; s.d., 13 h 50, 16 h 30, 19 h 50, 22 h 30.

Salle 3 : j.v.l.m., 14 h 15, 20 h, 22 h 20 ; s.d., 13 h 45, 16 h 05, 18 h 25, 20 h 15, 22 h 35.

Salle 4 : j.v.l.m., 14 h 15, 20 h 15, 22 h 15 ; s.d., 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15.

Salle 5 : j.v.l.m., 14 h 15, 20 h 10, 22 h 20 ; s.d., 14 h 05, 16 h 15, 18 h 25, 20 h 15, 22 h 25.

UGC APOLLO
5 SALLES • 5 FILMS

Le nouvel amour
de coccinelle
OCTOPUSSY
STAYING A LIVE

Le bourreau des cœurs
LES MOTS POUR LE DIRE

Les films de la semaine

● **PAPY FAIT DE LA RESISTANCE.** — Film de Jean-Marie Poiré, avec Christian Clavier, Michel Galabru, Gérard Jugnot, Martin Lamotte, Dominique Lavanant, Jacqueline Maillan, Jacques Villeret, Jian Carnet.

● **LE MARGINAL.** — Film de Jacques Deray, avec Jean-Paul Belmondo, Henry Silva.

● **LE GENERAL DE L'ARMEE MORTE.** — Film de Luciano Tovoli, avec Marcello Mastroianni, Michel Piccoli, Anouk Aimée, Gérard Klein.

● **LE NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE.** — Film de Walt Disney, avec Helen Hayes, Ken Berry, Stephanie Powers, John Mc Intire, Keenan Wynn.

● **LE RETOUR DE JEDI (La Guerre des Etoiles).** — Film de Richard Marquand, avec Mark Hamill, Harrison Ford, Carrie Fisher, Billy Dee Williams,

Anthony Daniels, David Prowse, Kenny Baker, Peter Mayhew, Frank Oz.

● **LE BOURREAU DES CŒURS.** — Film de Christian Gion, avec Aldo Maccione, Anna Maria Rizzoli, Jean Parédès, Jean-Claude Lévis, Gillian Gill, Diego Ferrari, Florence Guérin.

● **LES MOTS POUR LE DIRE.** — Film de José Pinheiro, avec Nicole Garcia, Marie-Christine Barrault, Daniel Mesguish, Claude Rich, Jean-Louis Foulquier, Jean-Luc Boutté.

● **RUE CASES NEGRES.** — Film martiniquais de Euzhan Palcy, avec Darling Légitimus, Harry Cadenat.

● **OCTOPUSSY.** — Film de John Glen, avec Roger Moore, Maud Adams, Louis Jourdan, Kristina Wayborn, Kabir Bedi, Virjay Amritraj.

● **ZELIG.** — Film américain de Woody Allen, avec Woody Allen, Mia Farrow, Garret Brown, Stephanie Farrow.

OPERA DE NANTES
BALLET NATIONAL
BULGARE
« BALKANSKA MLADOST »
à Graslins
les 5 et 6 novembre

Pour deux représentations au Théâtre Graslins, les samedi 5, à 20 h 30, et dimanche 6 novembre, à 14 h 30, l'Opéra de Nantes présente le Ballet national bulgare « BALKANSKA MLADOST ».

Depuis 1967, date de sa création, l'Ensemble folklorique officiel de Tourisme bulgare a donné plusieurs milliers de représentations dans l'Europe entière. Accompagnés par un orchestre d'instruments populaires où domine le rebec (instrument à cordes), les trente garçons et filles exécutent des danses de toutes les régions de la Bulgarie : danses de Debroudja, du nord de la Bulgarie, danses Chopes (région de Sofia), de Pirine, de Thrace... Variété des costumes traditionnels. Fougue et grâce des danseurs. Cadences vives de la musique très marquée par l'occupation turque.

Un merveilleux voyage à la découverte de la Bulgarie.

— Location aux guichets du Théâtre Graslins à partir du 2 novembre : 10 h 30 - 13 h, 14 h - 16 h 30.

— Par téléphone, à partir du 3 novembre : (40) 89.36.78.

L'Opéra de Nantes propose aussi en novembre :

● **QUATRE JOURS A PARIS,** opérette de Francis Lopez, les 17 et 18 (20 h 30), le 19 (14 h 30 et 20 h 30) et le 20 (14 h 30).

● Une heure avec **ELENA MOUZALAS,** pianiste, le 22, à 20 h 30, dans le cadre des « Mar lis de l'Opéra ».

Dimanche 4 Décembre
Déjeuner-débat annuel de
l'Association France-Bulgarie

Chaque année, début décembre, l'Association France-Bulgarie organise un déjeuner-débat. Celui-ci aura lieu cette année à St-Herblain, Château de la Gournerie, et aura pour thème le 60^e anniversaire de l'insurrection populaire de 1923 en Bulgarie.

Bulgarie, 1923. Un coup d'Etat fasciste est perpétré. Le Premier ministre Alexandre Stambolijski, élu par voie constitutionnelle, est assassiné. Une révolte populaire éclate qui se transforme en une insurrection antifasciste, la première dans le monde, qui est noyée dans le sang. Plus de 30 000 personnes sont tuées sans être jugées.

Cette page d'histoire révolutionnaire fut d'une importance très grande non seulement pour la Bulgarie, mais aussi pour le mouvement communiste et ouvrier international. Elle fait partie intégrante du processus révolutionnaire mondial qui prit de l'ampleur à la suite de la Révolution socialiste d'Octobre. Ces événements de 1923 en Bulgarie démontrèrent la nécessité de l'édification d'un front unique de la classe ouvrière,

des paysans laborieux et de la petite bourgeoisie démocrate dans la lutte contre le fascisme. C'est là que réside la portée internationale de l'insurrection de septembre 1923.

L'anniversaire de cette insurrection populaire donne lieu à diverses manifestations en Bulgarie au cours de cette année 1983.

Et c'est tout naturellement qu'il prend sa place au déjeuner-débat de l'Association France-Bulgarie cette même année. Des représentants de l'Ambassade de la République Populaire de Bulgarie prendront part à ce débat.

Mais l'initiative annuelle de l'Association France-Bulgarie, c'est aussi un déjeuner typiquement bulgare, avec vins et liqueurs de ce pays. Par ailleurs, une exposition sur le 60^e anniversaire de 1923 sera présentée.

Participation : 75 F. Inscription auprès de Madeleine Moyon, 7, boulevard de Longchamps, 44300 Nantes. (C.C.P. 260.21 T Nantes au nom de l'Association France-Bulgarie).



place du
commerce
48.29.95

Le
marginal

PAPY FAIT
DE LA
RÉSISTANCE

Le retour
du Jedi

Le
marginal

LA BALLADE
DE
NARAYAMA

ATTENTION,
UNE FEMME
PEUT EN
CACHER
UNE AUTRE

verte sur tous les aspects de la vie.

C'est une perspective ambitieuse. Mais n'est-il pas nécessaire que les forces de progrès retrouvent aujourd'hui l'audace, pour l'époque, des fondateurs républicains de notre enseignement laïque, non seulement pour aller de façon progressive et négociée, vers le grand service public, unifié et laïque de l'enseignement qui fait partie des engagements pris, mais pour bâtir aujourd'hui l'école de la nouvelle citoyenneté ? C'est-à-dire une école qui offre à tous les jeunes un lieu d'apprentissage actif de la liberté et de la responsabilité, qui offre un pluralisme réel des informations et des idées — ce dont nous sommes très éloignés aujourd'hui —, une école qui organise sa vie propre selon les principes d'une gestion démocratique et décentralisée.

C'est cela la laïcité en 1983.

Nous sommes à une étape charnière pour la mise en œuvre des propositions nouvelles. Il est évident que la droite et le patronat feront tout pour s'opposer à toute avancée. On a vu comment ils ont récupéré le thème de la « liberté de l'enseignement » pour en faire un che-

val de bataille contre la politique du gouvernement.

Quel est le plus sûr moyen de mettre en échec cette offensive de la droite ? En travaillant résolument au développement et à la transformation profonde de notre système éducatif.

C'est vrai, les obstacles sont réels, mais les forces disponibles sont immenses. Dans l'école et hors de l'école. Il faut les rassembler. Nous y contribuerons encore pour notre part. Et nous pensons que la prochaine manifestation du CDAL le 27 novembre doit être un temps fort de la mobilisation de tous autour d'une perspective neuve pour l'école, pour sa rénovation ».

H.L.M. .

CRÉATION DE L'ASSOCIATION DES LOCATAIRES DU BOIS HERCÉ

Comme nous l'avions écrit dans nos précédentes éditions, les locataires de la cité du Bois-Hercé à Chantenay ont décidé de se défendre contre la gestion de la droite à l'OPHLM.

Ce qu'il exige est très clair :

Des travaux et des loyers correspondant aux engagements même de l'OPHLM.

Un engagement c'est un engagement. Comme diraient certains, c'est le respect de la parole donnée...

Si M. Pervenche voulait faire un test de sa politique dans

cette cité bien tranquille, il a été servi :

Aujourd'hui, les habitants ont mis en place leur association adhérente à la Confédération Nationale des Locataires (C.N.L.).

Cette association ne va pas manquer de bras si on en juge par le nombre de volontaires pour prendre des responsabilités.

Le 21 octobre, ils ont élu leur bureau qui se compose comme suit :

Président : M. Coton Gilbert.
Vice-président : M. Rubi Jacky.

Secrétaire : Mme Rubi Danièle.

Secrétaire adjoint : M. Lhommelet Patrick.

Trésorière : Mlle Le Darz Eugénie.

Trésorière adjointe : Mme Boutin Léone.

Relations (locataires) : Mme Fourage, Mme Coton, Mme Caiveau.

Animations (quartier) : M. Augusto, M. Coton Gilles, M. Fourage Clément, M. Bolzer Christian.

Relations (presse) : M. Boutin René.
(Affaire à suivre...)

DANS UNE DECLARATION L'U.S.T.M. - C.G.T. DE LOIRE-ATLANTIQUE

Après la réunion au Ministère de la Mer, appelle les travailleurs à développer partout dans les chantiers l'action pour :

— exiger des Directions qu'elles fassent leur travail, en recherchant des commandes de navires,

— exiger l'ouverture des comptes des entreprises pour connaître les prix réels,

— exiger la modernisation de nos chantiers,

— exiger la mise en place d'un plan d'avenir pour la construction navale en prenant en compte les propositions de la C.G.T.

L'U.S.T.M.-C.G.T. rappelle notamment que notre pays est tributaire à 78 % de l'étranger pour nos échanges. En 1981, le déficit de la balance commerciale pour les échanges maritimes était de 6 milliards, de 10 milliards en 82.

La C.G.T. a, pour sa part, dans son programme, chiffré à 75, nos besoins en navire pour répondre à la demande.

Sur le problème des coûts, l'U.S.T.M. C.G.T. rappelle dans le même temps, les déclarations de M. Regard, de l'Alstom, qui déclarait il y a quelque temps, « que le prix de revient de nos navires pourrait être réduit de 15 à 20 % si nos chantiers tournaient en pleine charge ».

Fort de ces constats, la C.G.T. propose un plan de consolidation de la flotte française en y associant les entreprises nationalisées, les banques nationales, les sociétés d'échanges : tel CGM-SNCF. Associer dans un même ensemble les armateurs et les utilisateurs nationaux.

Pour l'U.S.T.M.-C.G.T., changer le cours des situations est possible, et avec les travailleurs il est possible, dans le même temps, d'obliger le patronat et les directions des entreprises nationales à œuvrer dans le sens des intérêts des travailleurs et de la nation.

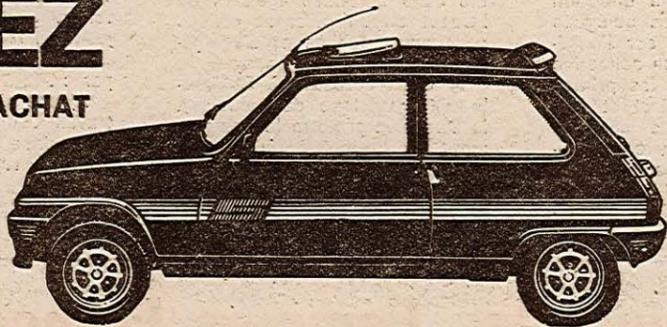
La lutte engagée par Dubigeon, par les Alstom de Saint-Nazaire, montre le chemin et appelle à une large intervention pour faire avancer les revendications.

Ce qui a été possible en d'autres temps est possible aujourd'hui, l'action peut et doit faire changer les comportements et apporter des solutions dans l'intérêt collectif.

2 AU 12 NOVEMBRE ANNIVERSAIRE E. LECLERC SAINT-NAZAIRE LE POINT DU JOUR - LE PETIT CAPORAL

GAGNEZ

SANS OBLIGATION D'ACHAT



2 SUPER-CAMPUS RENAULT

- des places pour le championnat d'Europe de boxe

- des bouteilles de champagne et de très NOMBREUX CADEAUX

TIRAGE DES VOITURES

LE SAMEDI 12 NOVEMBRE

E. LECLERC, LE PARTI PRIX LA LIBERTÉ

L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION NAVALE EN DÉBAT AU CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-NAZAIRE LE 26 OCTOBRE 1983

Le maire de Saint-Nazaire, se référant à une entrevue auprès du secrétaire d'Etat à la Mer, mettait en avant la concurrence sauvage, selon lui, des « kamikazes » coréens et le fait que, pour faire face au dumping pratiqué par les chantiers asiatiques, l'Etat serait amené à apporter des aides allant jusqu'à 65 % des prix de revient des navires.

« Dès lors, ajoutait-il, le coût d'un poste de travail maintenu tendrait à atteindre, sinon à dépasser, son coût social... Combien le pays, c'est-à-dire nous tous, sommes prêts à payer pour tenir notre position et nos emplois ». Et il lançait « un appel à l'effort » aux personnels et dirigeants des chantiers nazairiens pour améliorer « la position et la compétitivité » de ces chantiers.

C'est avec une approche différente que René Magre, au nom du groupe communiste, intervenait.

« La Navale, devait-il dire, traverse une période difficile, mais il faut se saisir des possibilités d'avenir avec un secteur maritime qui est appelé à un développement certain.

« La question posée est de

savoir si nous voulons une construction navale forte dans notre pays. Les besoins sont indiscutables en France » et l'élu communiste de préciser qu'il est possible de construire, tout de suite, 75 navires selon une étude de la Fédération C.G.T. de la Marine. Dans le monde, les commandes ont augmenté de 2 millions de tonnes en deux ans.

Abordant le problème des aides, il rappelait que « tous les chantiers du monde sont aidés. Mais, ajoutait-il, il est indispensable de contrôler ces aides, de savoir à quoi elles sont utilisées. Il faut aussi connaître la façon dont sont établis les prix des navires ».

Quand on parle des coûts pour la nation, il convient aussi de mettre en parallèle ce que coûte le prix du chômage. Concernant l'entreprise elle-même, il précisait que les profits d'Alstom-Atlantique augmentent en moyenne de 21 % chaque année et que la responsabilité des dirigeants de la société est pleinement engagée dans la situation difficile d'aujourd'hui, la lutte des travailleurs ayant permis de sauver l'essentiel du potentiel industriel.

Maurice Rocher ensuite insistait pour qu'il ne soit pas fait abstraction de la politique du passé, que M. Garnier, chef de file de l'opposition, a soutenu. Il posait également plusieurs questions dont une concernant la commande par Alstom-Atlantique d'un robot de soudure : « Alors que les A.C.B. sont spécialistes de ces travaux de haute technicité, est-ce que cette commande va être passée à l'étranger comme les informations que j'ai en ma possession que j'ai en ma possession ? Un représentant de l'opposition, ayant des responsabilités dans l'Alstom, précisait que cette commande était passée avec l'Autriche.

Ce qui faisait dire à l'élu communiste, s'adressant à l'opposition : « Lorsqu'il s'agit de marchés avec la ville, vous posez toujours la question de savoir si c'est une entreprise nazairienne qui va avoir le travail, pour notre part, nous avons toujours ce souci. Mais quand il s'agit d'entreprises comme Alstom, nous sommes en droit de demander, que font les directions pour produire français ? Vous devriez vous aussi vous la poser ».

UN CHEF D'EXPLOITATION PATINOIRE



La droite n'en manque pas une pour marquer du sceau de la réaction sa gestion.

Nouveau chapitre ouvert, la privatisation. Le complexe du Petit Pont, réalisation de la municipalité d'union de la gauche, va ouvrir ses portes. Regardez

cette annonce, la gestion du complexe est confiée au privé. L'établissement municipal échappera donc aux règles des installations municipales similaires.

Le syndicat C.G.T. des piscines a déjà réagi. Dimanche dernier l'entrée était libre, alors que d'habitude, de nombreux candidats au bain sont refoulés. Ce jour-là, les bassins débordaient de nageurs.

La municipalité Chauty s'attaque au service public, elle livre au privé un ensemble ultramoderne alors qu'elle refuse les moyens de fonctionner au service des piscines.

A Nantes, il n'y a pas encore de piscine pour les blancs et une autre pour les gens de couleurs, mais nous allons avoir les piscines municipales surchargées, sans moyens et le complexe pour les riches, pour ceux qui pourront se payer des heures de natation à des tarifs non communaux. Et puis fini d'avoir les gosses des cités qui l'étaient bénéficiaires de la gratuité à défaut de pouvoir se payer la page...

C. D.

LA LUTTE CONTRE LE BRUIT

UNE DECLARATION DE PAUL LE GUILLOUX

Conseiller municipal communiste de Nantes

La presse locale du 26 octobre 1983 fait état de la mise en place officielle d'une commission locale contre le bruit, comme s'il s'agissait d'une « initiative » de M. Chauty, sénateur-maire de Nantes.

Faut-il rappeler que c'est la municipalité d'union de la gauche qui a signé, en octobre 1982 avec l'Etat, le contrat de lutte contre le bruit, pour un montant de 5 millions de francs, financés à part égale ? Que M. Chauty tente aujourd'hui de faire de la récupération, tout en se montrant très discret sur l'aide de l'Etat, peut se comprendre : quand on n'a pas de programme, ou on « casse », ou on « récupère ».

Les déclarations d'intentions, qui laissent percer un aspect « père-fouettard » bien caractéristique de l'attitude de la droite, ne suffiront pas.

Bien sûr, la commission nouvellement mise en place pourra bénéficier des travaux et des orientations du groupe de travail que je présidais en tant qu'adjoint au maire de Nantes chargé de l'environnement et qui réunissait les services concernés, communaux, départementaux et d'Etat. C'est ainsi que nous avons programmé une campagne d'information et de sensibilisation, qui démarrera avec huit mois de retard, le temps de réfléchir aux moyens de rogner les crédits. Nous avons également défini d'une manière très précise et chiffrée (pas un chiffre dans les comptes rendus du 26 octobre !) des actions correctives et préventives, en privilégiant des équipements sociaux, des établissements scolaires et des logements, notamment à Bellevue-Charantay, la Petite-Sensive et la cité S.N.C.F. Maréchal Lyautey.

Cela faisait partie d'un ensemble cohérent pour vivre mieux : politique sociale de l'habitat (développement des transports publics, plan de circulation, contournement de l'agglomération, notamment par le tunnel de Cheviré). Or il se trouve que MM. Chauty, Le Masne, Pervenche, Jolivel et consorts s'acharnent à casser ce qui avait été fait et décidé : le tramway, le tunnel de Cheviré, le plan de circulation, la gratuité des transports publics pour les scolaires, la réhabilitation des H.L.M.

C'est pourquoi les élus communistes de Nantes tiennent à attirer l'attention de la popula-

tion sur la contradiction qu'il y a entre les déclarations d'intention de M. Chauty et une politique qui consiste à remettre en cause la priorité aux transports en commun, à faire venir massivement les voitures en centre ville pour satisfaire à court terme une clientèle électorale qui s'en mordra sans doute les doigts, et donc à accroître les nuisances sonores. Si l'on ajoute à cela, comme l'a récemment montré Joël Busson, conseiller municipal communiste et ancien adjoint spécial de Doulon, le terrain laissé libre aux promoteurs, on mesure le risque qu'il y a à voir cette commission, dont est exclue l'opposition municipale (par crainte ?), se contenter de fonctionner pour elle-même, sans prise sur le développement des nuisances sonores.

Il convient enfin d'ajouter que ce n'est pas par la répression que l'on règlera les problèmes du bruit. Contrairement à ce que prétend la droite, ces problèmes ont essentiellement une dimension et des causes sociales. Les travaux des Conférences Techniques Internationales de décembre 1982 à Paris, où j'ai prononcé une conférence, l'ont particulièrement mis en évidence. La lutte contre le bruit passe donc par des actions privilégiant la prévention. Ces actions sont urgentes, témoins les crames — actes de violence et de justice sommaire — de l'été 1983 dans plusieurs villes. La réglementation existe déjà, en particulier par les dispositions du nouveau règlement sanitaire départemental. Le problème est moins celui de la mise au point d'un texte plus précis que la définition et la concrétisation du rôle des services concernés : police administrative, service des permis de construire et bureau municipal d'hygiène, ce dernier devant être consulté préventivement, y compris pour les permis de construire.

L'information et la sensibilisation sont nécessaires, mais elles ne seraient que de peu d'efficacité sans une transformation des conditions de vie.

Nantes, le 27 octobre 1983.

Directeur de la publication : Maurice ROCHER
41, rue des Olivettes - NANTES
Imprimerie Commerciale
32, boulevard Laënnec - RENNES
C.P.P.P. n° 32 987

En bref - en bref - en bref - en bref

● Chez « Laudren », sur le site E.D.F. de Cordemais, l'action paie : Mardi de la semaine passée, les 50 travailleurs de cette entreprise d'électricité engageaient dès le matin une grève-surprise avec occupation du chantier. Seul le personnel de sécurité de l'E.D.F. était admis à rejoindre les postes de travail. Les 1500 autres travailleurs trouvaient des « frises » de barbelés symboliques interdisant l'accès.

En fin de journée un accord était réalisé entre la direction de l'entreprise et les délégués C.G.T. : notamment sur l'adhésion à une convention collective de la métallurgie et les primes de déplacement... ainsi et surtout sur la sécurité dans le travail. Albert Labarre, secrétaire de l'Union départementale de la Construction C.G.T., devait déclarer : « Ils étaient assimilables à des intérimaires dans

le domaine social et ils ont acquis par leur action en une seule journée un statut définitif... »

● A la SOGEAT, à Nantes, les travailleurs ont débrayé massivement pour soutenir leurs délégués C.G.T. qui s'opposent à un projet de 31 licenciements.

● Grève de 24 heures à la C.G.E.E.-Alstom à Nantes, jeudi dernier, à l'appel de la C.G.T., pour le rattrapage des salaires, le 13^e mois pour tous, les indemnités de déplacement et contre les licenciements projetés dans certaines agences de l'Ouest de ce puissant groupe de travaux publics et d'équipements électriques.

● Chez Forestier à St-Mars-la-Jaille (fabrique de meubles), la Direction projette le licenciement de la moitié du personnel, dont trois délégués. A l'appel de la C.G.T., un débrayage-information avait lieu ce mercredi.

● A « E.T.P.O. », travaux publics, à Nantes, les délégués C.G.T. s'opposent aux licenciements projetés par la Direction.

La Direction générale de la SNIAS vient d'annoncer pour les usines de Nantes, Saint-Nazaire, 5 jours de chômage partiel entre Noël et le 1^{er} de l'An, plus 2 jours par mois en janvier, février, mars 1984, soit au total 11 jours de chômage technique.

La C.G.T. se prononce contre ces mesures en rappelant que 13 000 travailleurs de la SNIAS feront 39 heures par semaine jusqu'en 1985.

Pour elle la solution passe par :

1) une réduction du temps de travail compensée dans toutes les usines de la Société pour arriver rapidement aux 35 heures ;

2) lancement immédiat de l'A 320.

L'Union des Femmes Françaises pour la paix et le désarmement

Jeudi 25 octobre, dans le cadre de la semaine pour la paix et le désarmement, l'Union des Femmes Françaises présentait le film canadien « Si cette planète vous tient à cœur ».

Au cours du débat, l'assis-

tance a noté la valeur du film et demandé qu'il soit présenté à un public plus large, dans les comités d'entreprises, dans les maisons de quartiers, à l'Université inter-âge, dans les C.E.S., lycées, à l'I.U.T... L'U.F.F. va

prendre des contacts pour voir la réalisation de ces projets.

Une lettre signée de tous les participants à cette soirée a été envoyée à la télévision française demandant que les trois chaînes programment le film, aux heures où l'écoute est la plus grande.

Soixante-cinq personnes ont signé l'appel lancé par l'U.F.F. pour le désarmement, à l'occasion de la rencontre des femmes de la Communauté Européenne et des Françaises. Rencontre qui a eu lieu le 28 octobre. Ces signatures s'ajoutent à celles déjà recueillies les semaines précédentes à Saint-Nazaire.

AVEC LES FEMMES DU CHILI

L'U.F.F. qui entretient des liens d'amitié avec les femmes du monde entier s'est indignée devant la répression qui sévit au Chili et a décidé de venir en aide aux femmes chiliennes. 400 francs ont déjà été envoyés. Pour ceux et celles qui le souhaitent, envoyez vos dons à l'U.F.F., 15, rue Martel, 75010 Paris, en précisant au dos du chèque « pour le Chili », ou apportez-les à nos permanences, à la Maison du Peuple à Saint-Nazaire.

REAGAN ASSASSIN Troupes US hors de Grenade

Près d'un millier de manifestants ont défilé dans le centre de Nantes en criant leur réprobation devant l'invasion des troupes US à la Grenade.

A l'appel de France Amérique Latine, avec le soutien notamment du P.C.F. et de la C.G.T., c'est en une seule journée que fut organisée la riposte à l'acte inqualifiable de Reagan.

A la tête du cortège, de nombreux militants et élus du P.C.F. ou brillaient par leur absence nombre de donateurs de leçons en matière de droits de l'homme...

tion de Loire-Atlantique du PCF exprime sa solidarité avec le peuple de la Grenade et élève une vive protestation contre l'invasion de l'île par les marines. Cette nouvelle agression US constitue une violation du droit international et de l'indépendance des peuples, souligne la Fédération qui exige pour la population de cette île le droit de choisir librement son destin.

Dans notre département, l'agression US a soulevé de nombreuses protestations, d'organisations C.G.T. de solidarité avec les peuples...

Dans un télégramme à l'ambassadeur US à Paris, la Fédéra-